

Nouveaux équilibres et redéfinition des alliances : le Tchad risque-t-il de basculer ?

Par Redouan Najah

PB - 31/24

L'investiture de Mohamed Deby à la présidence de la République pourrait représenter un changement stratégique décisif pour l'avenir du Tchad. Cette étape ouvre la voie à la diversification des alliances internationales, avec la renégociation des accords militaires et l'émergence de nouveaux alliés. Le Tchad explore de nouvelles voies de coopération pour renforcer sa stabilité et son développement, cherchant ainsi à améliorer ses intérêts nationaux dans une région caractérisée par des conflits et des tensions.

L'avenir du pays dépendra de sa capacité à équilibrer ses relations avec les différents acteurs internationaux et à s'adapter aux dynamiques géopolitiques mondiales pour protéger ses intérêts et assurer sa sécurité.

INTRODUCTION

La prestation de serment et l'investiture de Mahamat Deby à la tête de l'État, le 23 mai 2024, marquait officiellement la fin de la période de transition de trois ans au Tchad. Outre la présence de Chefs d'État africains, de représentants de partenaires étrangers, tels que la France et la Russie, étaient également présents : Moscou a envoyé un vice-ministre de la Défense, tandis que Paris y a dépêché le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de la Francophonie et des Français de l'étranger.

La présence du vice-ministre russe de la Défense, l'absence du Président français, et la nomination, par le Président Deby fils de l'ambassadeur du Tchad en poste en Chine comme Premier ministre, la renégociation des accords de coopération militaire avec les États-Unis, et l'envoi de soldats hongrois au Tchad, sont autant d'indicateurs qui semblent témoigner d'un changement au Tchad. Ils suscitent ainsi des questions sur les trois scénarios de partenariat possibles : convergence avec la Russie, consolidation avec la Chine et les États-Unis ou basculement avec la France ?

TCHAD-CHINE : VERS UN RENFORCEMENT

La nomination de l'actuel ambassadeur du Tchad en Chine au poste de premier ministre est un indicateur d'un renforcement potentiel des relations entre la Chine et le Tchad dans les années à venir, notamment dans le secteur du raffinage et du transport du pétrole, sachant que la Chine y détient des parts importantes.

La reprise des relations diplomatiques entre N'Djamena et Pékin en 2006, rompues en 1997, a constitué un préalable à l'engagement chinois dans le secteur pétrolier tchadien. En septembre 2007, N'Djamena et Pékin ont signé un accord de partenariat prévoyant l'exploration de champs pétroliers, le raffinage d'une partie du brut et l'exportation du reste via le Soudan ou le Cameroun. La mise en œuvre de cet accord a débuté en 2008 avec le développement des champs pétroliers situés au sud du lac Tchad et de l'oléoduc reliant lesdits champs à une nouvelle raffinerie à Djermaya. De décembre 2006 à janvier 2007, la China National Petroleum Company (CNPC) a acquis la totalité des concessions de la société canadienne Encana détentrice de permis d'exploration. Cette acquisition a constitué une étape importante dans la stratégie d'implantation progressive de la Chine dans le secteur pétrolier tchadien. Avec l'inauguration de la raffinerie de Djermaya en juin 2011, la présence chinoise dans le secteur pétrolier tchadien s'est encore renforcée.

Les sites du bassin de Doba sont exploités depuis 2003 par un consortium composé des Américains ExxonMobil (40 %) et Chevron (25 %), et du malaisien Petronas (35 %) formant ainsi la société Esso Exploration & Production Chad. En 2014, le Tchad a acquis les parts de Chevron, et avec l'acquisition des parts de Petronas en mai 2023 par la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT), N'Djamena détient désormais une participation majoritaire de 60 % dans le champ pétrolier de Doba. Les actifs d'Exxon Mobil reviennent à la société britannique Savannah Energy, devenue membre détenant 40 % du consortium.

À l'heure actuelle, le chinois CNPC détient 60 % de la raffinerie de N'Djamena, dont le Tchad possède 40 % via la Société de raffinage de N'Djamena (SRN). Cette raffinerie traite la production de la filiale China National Petroleum Corp International Chad (CNPCIC), issue des gisements Rosier et Mimosa. La CNPC, présente également au Niger, voisin du Tchad, avait prévu de construire un pipeline de 600 km de longueur pour relier les blocs d'Agadem au bassin de Doba, afin de pouvoir exporter le brut nigérien via l'oléoduc Tchad-Cameroun.

Le 7 juin 2024, le Premier ministre, Allah-Maye Halina, a accordé une audience à Wang Xining, Ambassadeur de la Chine au Tchad. Les deux responsables ont échangé sur les relations de coopération qui existent entre les deux pays, et ont exploré des pistes de coopération, notamment dans les domaines des infrastructures, de la santé, de l'enseignement supérieur, de l'agriculture, signe d'un nouveau départ pour les relations entre les deux pays.

TCHAD-RUSSIE : VERS UN RAPPROCHEMENT

L'Occident continue de considérer le Tchad comme un partenaire important et un pilier de la stabilité régionale. Toutefois, avec la montée de la concurrence internationale entre l'Occident et la Russie au Sahel, le Tchad se voit contraint de réévaluer et équilibrer ses relations avec les deux parties afin d'optimiser ses intérêts vitaux. Cela s'est reflété par la visite de Mohamed Deby à Moscou en janvier 2024, faisant de lui le premier président tchadien à s'y rendre depuis la visite de François Tombelby en 1960. De plus, le fait que le vice-ministre russe de la Défense ait failli participer à la cérémonie d'investiture de Mahamat Deby est considéré par les analystes comme une indication claire de la volonté du Tchad de diversifier ses partenaires, notamment à la lumière des efforts de Moscou pour déployer des forces du « Corps africain » en tant qu'alternative à « Wagner » dans certains pays voisins du Tchad.

Ce rapprochement entre les deux pays survient dans un contexte géopolitique tendu au Sahel. N'Djamena s'efforce de sécuriser et de stabiliser ses frontières avec ses voisins, notamment la Libye, au nord, le Soudan, à l'est, le Niger, à l'ouest, et la Centrafrique, au sud. Certains de ces pays connaissent des conflits internes, ce qui souligne l'importance pour le Tchad de maintenir des relations à la fois avec l'Occident et avec Moscou pour assurer la sécurité de son territoire et de la région, en raison de la présence et l'influence de la Russie dans le Sahel par l'entremise de Wagner et ses activités dans les pays voisins du Tchad.

Il était évident dès le début que le Président Deby renforcerait ses relations avec la Russie après sa victoire, notamment après la signature d'accords importants dans plusieurs domaines vitaux, tels que l'énergie et la sécurité, lors de sa visite à Moscou. Au début de ce mois de juin 2024, le président russe a dépêché une délégation de haut niveau à N'Djamena, dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, faisant ainsi suite à la rencontre des deux présidents en janvier 2024. La Russie poursuit donc ses efforts pour renforcer ses positions sur le continent, y compris au Tchad. En effet, Poutine a invité des dirigeants africains à tenir un sommet à Saint-Petersbourg en juillet 2023, et une réunion de ministres africains des Affaires étrangères est prévue à Sochi en automne 2024.

Certains analystes estiment que ce rapprochement pourrait inquiéter Paris, qui commence à craindre de perdre sa base militaire d'Adji Kossei, située à N'Djamena, sachant que le Tchad est son dernier partenaire dans les pays africains du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest après son expulsion des quatre pays de la région ayant renforcé leur coopération militaire avec la Russie. Entre autres éléments, il importe de noter que Poutine a été l'un des premiers dirigeants à féliciter le Président Deby suite à son élection à la présidence, et que le ministère russe des Affaires étrangères a été le premier à féliciter le nouveau gouvernement pour le succès du processus électoral et de transition.

Ce rapprochement s'inscrit dans une stratégie de diversification des partenariats internationaux du Tchad. La visite de Sergueï Lavrov marque une nouvelle étape dans ce rapprochement stratégique entre les deux pays, et pourrait se traduire par une présence russe dans le domaine énergétique, notamment minier, et sécuritaire, plus précisément dans la maintenance d'équipements militaires autrefois attribuée à des entreprises ukrainiennes. Il est donc devenu crucial de suivre l'évolution de ce rapprochement et d'évaluer son impact sur le Tchad et la région du Sahel dans les années à venir.

TCHAD-FRANCE : VERS UN BASCULEMENT ?

Ce rapprochement potentiel avec la Russie, tant sur le plan sécuritaire qu'énergétique, ainsi que le renforcement éventuel des relations économiques avec la Chine, représentent un enjeu important pour la France, qui entretient une coopération militaire et économique historique avec ce pays d'Afrique centrale, considéré comme un pivot pour la stabilité régionale. En effet, l'armée tchadienne est reconnue comme étant un pilier essentiel dans la lutte contre les djihadistes dans la région, d'où la question de savoir si la France risque-t-elle de perdre le Tchad, son dernier allié au Sahel ?

Il est crucial de noter que le Tchad est le seul pays de la région à maintenir ouvert le canal avec Paris, après le retrait progressif des soldats français du Mali en août 2022, de la Centrafrique en décembre 2022, du Burkina Faso en février 2023 et du Niger en décembre 2023. Chacun de ces pays s'est rapproché de la Russie, notamment sur le plan militaire, soulignant un changement dans la région.

Alors que le Tchad demeure le dernier partenaire privilégié de la France dans la région, Paris représente pour sa part le principal allié du Tchad dans la lutte contre le terrorisme dans la région. Les relations qu'entretiennent les deux pays restent importantes. La France maintient sur le territoire tchadien un contingent armé comptant environ 1 000 soldats répartis entre les trois bases de Faya-Largeau (au nord), d'Abéché (à l'est) et la base aérienne 172 de la capitale N'Djamena.

Face à la menace persistante des rébellions qui pèse sur le pays, la présence française demeure essentielle pour le régime de Deby. À plusieurs reprises, l'armée française a apporté son soutien et est intervenue en coordination avec l'armée tchadienne pour contrer les incursions des colonnes rebelles armées sur le territoire tchadien en 2019, puis en 2006 et en 2008, conformément à l'accord de coopération militaire signé entre les deux pays en 1976, qui autorise l'intervention de l'armée française en cas de demande de la part des autorités tchadiennes. Certes, lors de la dernière offensive menée en avril 2021, la France n'est pas intervenue, et les rebelles ont réussi à tuer Deby père.

Bien que la présence française ait contribué à la stabilité du régime en place, les dynamiques géopolitiques actuelles et les défis régionaux auxquels le pays est confronté pourraient pousser le président Mahamat Deby à envisager une diversification des partenaires sécuritaires du pays. En plus de la France, cette stratégie pourrait inclure des collaborations renforcées avec les États-Unis, la Russie, voire la Hongrie.

TCHAD- ÉTATS-UNIS VS TCHAD-HONGRIE : VERS DE NOUVELLES PERSPECTIVES

Alors que la France maintient des soldats dans trois bases tchadiennes, les États-Unis marquent une présence significative, notamment des équipes de drones. Celles-ci opèrent depuis une base aérienne à N'Djamena, et depuis Faya Largeau au nord du pays. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, leur mission principale au Tchad comprend la surveillance, l'analyse et l'action pour contrer les djihadistes. Cet engagement américain se manifeste également à travers le soutien apporté aux alliés du Tchad, comme en témoigne l'utilisation du drone américain Reaper pour appuyer la France dans le cadre de l'opération Barkhane.

Alors que les États-Unis négocient avec Niamey le retrait de leurs soldats du Niger, la fuite d'un courrier de l'armée tchadienne le 4 avril 2024 a envenimé la situation. Le document indiquait que l'armée de l'air tchadienne avait demandé à l'attaché militaire des États-Unis au Tchad de cesser immédiatement les activités américaines sur la base aérienne de Koseï. Le 25 avril, une semaine avant les élections, Pete Nguyen, porte-parole du secrétariat d'État américain à la défense, a officiellement annoncé un retrait temporaire et un éventuel repositionnement des soldats américains. Le Pentagone a confirmé le déplacement provisoire de 75 de ses soldats, précisant que cela faisait partie d'une « étape temporaire » dans le cadre d'une révision en cours de la coopération sécuritaire, qui reprendrait après l'élection du 6 mai. Il n'y a donc pas de **rupture**, mais une **renégociation** à venir entre N'Djamena et Washington. Il convient de noter que les États-Unis ont établi des relations diplomatiques avec le Tchad en 1960, et que le pétrole domine les exportations du Tchad vers les États-Unis. La visite de Mahamat Deby aux États-Unis en 2022 représentait une opportunité de renforcer ses relations avec Washington.

Dans ce contexte militaire, Mohamed Deby a pris des mesures diplomatiques pour renforcer sa communication et sa coordination avec d'autres alliés extérieurs, notamment la Turquie, les États du Golfe (Qatar et Émirats arabes unis) et récemment la Hongrie. Des accords de coopération militaire ont été conclus avec les Émirats arabes unis et la Hongrie, à travers lesquels N'Djamena a reçu une aide militaire des Émirats arabes unis, portant sur des équipements destinés à renforcer la sécurité des frontières du pays. La Hongrie avait également envisagé de déployer un contingent (entre 200 et 400 soldats) au Tchad. En novembre 2023, le ministre hongrois de la Défense, Kristóf Bobrovniczky, avait annoncé le déploiement d'un contingent à partir de mars 2024 pour une durée de deux ans, à l'occasion d'une rencontre avec son homologue tchadien, Dago Yacouba, à Budapest. Les objectifs de cette coopération étaient de freiner les flux migratoires et d'aider le Tchad à lutter contre le terrorisme par le biais du programme « Hungary Helps ». Bien que l'opération ait pris du retard, elle s'est finalement concrétisée quelques jours avant les élections du 6 mai.

La Hongrie cherche à renforcer davantage sa coopération avec le Tchad. Le 4 juin, Laszlo Mathe, représentant spécial pour le Sahel du ministère hongrois des Affaires étrangères, s'est rendu à Ndjamen et a informé le chef de la diplomatie tchadienne de la volonté de la Hongrie d'étendre sa présence diplomatique en transformant son bureau diplomatique actuel en une ambassade.

L'armée tchadienne, considérée comme étant l'une des meilleures de la région, exerce une influence dans le Sahel, où les incursions de groupes armés et les vagues de coups d'État ont semé des divisions et des basculements régionaux, affaiblissant la position

des puissances occidentales telles que la France et les États-Unis au profit de la Russie. Par conséquent, le Tchad cherche à rééquilibrer ses relations avec ces acteurs internationaux. Dans cette optique, Mahamat Deby a fait appel à une société militaire privée américaine, Triarii International Consulting Group, comme rapporté dans un article d’Africa Intelligence du 4 juin 2024. Cette démarche vise à trouver un subtil équilibre diplomatico-militaire entre la Russie et les États-Unis, tout en préservant des liens forts avec la France.

Sur le plan économique, le ministre d’État, ministre des Affaires étrangères, porte-parole du gouvernement, Abderaman Koulamallah, a reçu en audience le 6 juin 2024 Richard Swart, Chargé d’Affaires de l’Ambassade des États-Unis d’Amérique au Tchad. Les discussions ont porté sur des sujets d’intérêt commun et ont permis de réaffirmer la volonté des deux pays de renforcer leur coopération bilatérale. Signe d’un nouveau départ pour les relations entre les deux pays.

Alors que le pays cherche à protéger ses intérêts nationaux et à garantir sa stabilité dans une région troublée par les conflits et les tensions, l’issue de cet effort dépendra en grande partie de sa capacité à gérer ses relations régionales et internationales et à s’adapter aux réalités changeantes des dynamiques géopolitiques mondiales.

Les évolutions récentes des relations entre N’Djamena et Moscou marquent un tournant significatif pour le Tchad, illustrant sa volonté de défendre ses intérêts en diversifiant ses alliances pour ne pas rester dépendant de ses partenaires traditionnels. L’élection de Mahamat Deby survient alors que le pays entreprend une renégociation de ses accords de coopération militaire avec les États-Unis, tandis que de nouveaux partenaires émergent.

En parallèle, la Russie, présente dans plusieurs pays de la région, en Centrafrique, en Libye, ainsi qu’au Niger et au Soudan, cherche à renforcer ses efforts pour se rapprocher du pouvoir en place à N’Djamena pour venir concurrencer ses rivaux occidentaux, notamment la France. Pour de nombreux analystes, l’invitation adressée au vice-ministre russe pour assister à la cérémonie d’investiture témoigne de l’importance croissante de la position de la Russie au Tchad et confirme la volonté de l’actuel Président Deby de renforcer davantage ses relations avec Moscou dans les domaines sécuritaire et énergétique. Reste, cependant, de déterminer si cette évolution annonce un changement dans l’orientation politique et sécuritaire du Tchad.

BIBLIOGRAPHIE

- Saillofest, Marin. « Pourquoi la Hongrie déploie-t-elle un contingent militaire au Tchad ? ». [Le Grand Continent](#), 2 décembre 2023.
- Bouquet, Christian. « Idriss Deby et la France : La diplomatie en treillis ». [La Conversation](#), 26 avril 2021.
- « Tchad : Commentaire Hinda Deby Itno contrôle les leviers pétroliers du pays ». [Africa Intelligence](#), 30 octobre 2015.
- « Extension du front : l'usage des drones au service du champ vertical en Afrique de l'Ouest ». [Le Grand Continent](#), 1 novembre 2023,
- « La stratégie chinoise au Tchad ». [Portail de l'IE](#), 16 décembre 2013.
- « Au Tchad, un parfum de guerre froide avant la présidentielle ». [Jeune Afrique](#).
- Arduino, Alessandro. « Le Groupe Wagner rebaptisé Africa Corps : Quelles conséquences pour les opérations russes sur le Continent ? ». [The Conversation](#), 20 février 2024.
- « Les atrocités commises par le groupe Wagner en Afrique : mensonges et vérité ». [Département d'État des États-Unis](#).

À propos de l'auteur, Redouan Najah

Redouan Najah est spécialiste des relations internationales au Policy Center for the New South. Ses domaines de recherche portent principalement sur le cyberspace, la cyberdéfense, la cybersécurité, les pays d'Afrique centrale et la Chine en Afrique. Redouan a rejoint l'équipe de recherche du Policy Center for the New South en 2019. Il est titulaire d'un Master en Géopolitique et Relations Internationales de l'Université Caadi Ayaad, Marrakech, et d'une Licence en Economie et Gestion, de la Faculté Polydisciplinaire, Béni-Mellal.

à propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Mohammed VI Polytechnic University, Rocade Rabat-Salé, 11103

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

